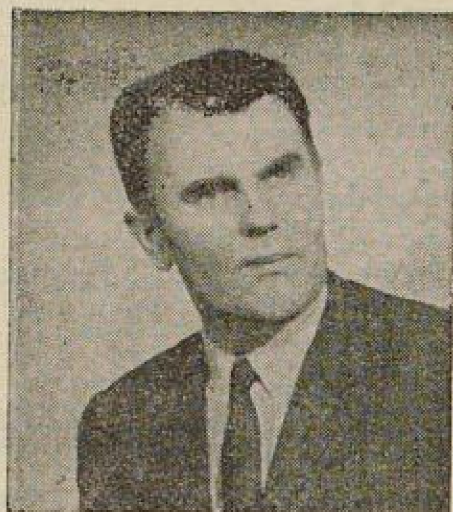
8me CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE

Élections Législatives du Dimanche 5 Mars 1967



Pierre BOËDEC

CANDIDAT

de la Convention des Institutions Républicaines

présenté

par la Fédération de la Gauche Démocrate & Socialiste

Électrices, Électeurs,

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste m'a désigné comme son candidat dans cette circonscription de Quimperlé-Concarneau.

J'ai donc le grand honneur de solliciter vos suffrages au nom de cette formation politique qui poursuit inlassablement le combat engagé à l'automne 1965 par M. François MITTERRAND, candidat unique de la Gauche, puis de tous les Républicains, aux élections présidentielles.

La Fédération de la Gauche, qui lutte résolument et sans faiblesse pour la disparition du pouvoir personnel et qui a vocation à devenir l'axe d'une majorité nouvelle s'appuyant sur un puissant courant populaire, veut construire une démocratie véritable, dotée d'institutions stables, tournée vers l'expansion et le progrès, attachée à garantir la paix, fermement engagée dans la Communauté Européenne, décidée à imposer en toutes circonstances la justice sociale, notamment en donnant des chances égales, dès l'école et par l'école, à tous les enfants de notre pays.

La Fédération de la Gauche a élaboré un programme complet et détaillé, qui reprend les sept options fondamentales sur lesquelles M. François MITTERRAND avait réuni toute la gauche française. C'est un programme de gouvernement excluant toute démagogie et qui met l'accent sur les grands problèmes qui préoccupent à l'heure actuelle l'immense majorité des Français.

Ce programme, qu'en tant que candidat de la Fédération de la Gauche je m'engage à défendre, aujourd'hui devant vous et demain — si vous me faites le grand honneur de me choisir comme votre député — au Parlement, comporte notamment les objectifs suivants :

Constituer une société de citoyens libres

qui ne sera plus hypothéquée par le pouvoir personnel, contre lequel déjà, en 1789, nos aïeux se sont dressés ; une société qui respectera les droits de l'homme et les libertés (notamment la liberté de l'information chaque jour bafouée par le pouvoir, les libertés syndicales et celles des collectivités locales) ; une société qui développera les conquêtes sociales en les ajustant aux possibilités nouvelles de notre temps.

Promouvoir la construction de l'Europe dans une économie démocratique ; adhésion de la Grande-Bretagne, des pays scandinaves et ouverture vers les pays de l'Est.

Promouvoir dans le monde une politique de coexistence pacifique ; signer les accords de Moscou ; condamner la force de frappe et aider les peuples du tiers monde.

Rendre la France économiquement prospère et dynamique

Il nous appartient de libérer l'économie des liens qui l'asservissent, sur le plan interne, aux intérêts égoïstes des puissants, et, sur le plan externe, aux visées chimériques de la politique de grandeur. L'économie est au service de chaque Français. A tous les Français, elle doit garantir l'accès à des biens qu'après tout ils produisent. Le logement, les équipements collectifs, l'enseignement dans le respect de la laïcité de l'Etat — enseignement auquel la Fédération de la Gauche accorde la priorité des priorités —, ne sont pas un luxe réservé à quelques-uns, tous les citoyens doivent en recevoir leur juste part.

Faire régner la justice sociale

Présentement, la menace de chômage entretenue par le gouvernement, l'existence de salaires de misère encore trop nombreux, de malades sans soin, d'handicapés abandonnés, de vieillards en détresse, heurtent notre sens de la justice et de l'égalité. Le programme de la Fédération de la Gauche consacre une large place aux mesures à mettre en œuvre pour instaurer une véritable solidarité nationale. Il est, d'autre part, le seul qui insiste sur la place qui doit, enfin, revenir à la femme dans une société qui se veut égalitaire.

Sur tous ces points, dans notre circonscription, les problèmes à résoudre sont nombreux :

Depuis 1962, nous connaissons trop le marasme de la conserverie avec les nombreuses fermetures d'usines et, aujourd'hui, la cruelle situation dans laquelle se trouvent les marins-pêcheurs et autres travailleurs touchés par cette crise. Déjà en 1962, le projet de loi-programme pour la Bretagne avait prévu ces difficultés et détenait dans son contenu les remèdes préventifs. Malheureusement, cette loi-programme n'a pas vu le jour du fait de la carence de la trop grande majorité des parlementaires bretons qui n'ont pas défendu ce projet, malgré la promesse formelle qu'ils avaient faite peu avant les élections législatives de 1962, lors d'une réunion des candidats à Auray.

La solution de ce problème de l'emploi se trouve dans une politique de gauche à faire au stade d'un organisme régional qui aurait assez de puissance et d'autonomie pour résister à la pression omnipotente du pouvoir central. Le gouvernement gaulliste a installé au niveau des régions des commissions appelées CODER, qui ne sont que consultatives et dont l'inefficacité est flagrante.

Tant que les décisions seront prises au stade de la technocratie du pouvoir parisien ou dans les conseils d'administration des grandes sociétés capitalistes de New-York, de Londres, d'Amsterdam ou d'ailleurs, notre lot restera le même.

Ce n'est que par une planification régionale et démocratique au service de l'ensemble de la population et non au service de quelques privilégiés que nous pourrons construire l'outil qui permettra à chacun et à notre jeunesse en particulier de trouver sa place dans notre région et ne plus être dans l'obligation pour vivre décemment d'aller grossir l'univers concentrationnaire de la région parisienne.

Il est certain que le problème de l'emploi conditionne toute l'activité et tout l'avenir de notre région.

Pour les ouvriers, marins-pêcheurs, employés et fonctionnaires, qui vivent trop souvent avec des salaires trop bas dans la crainte de ce que sera demain, alors qu'ils ont leur famille, leur maison, pour lesquelles ils ne peuvent accepter le déracinement, malgré tout le chantage que le pouvoir fait autour de la mobilité de l'emploi.

Pour les paysans, dont le drame permanent existe tant dans la structure de leur exploitation que dans le souci qu'ils ont de connaître quelles seront les productions rentables demain, alors que celles d'aujourd'hui sont sans sécurité dans le domaine des prix et des marchés, domaine qui demande une restructuration totale.

Pour les commerçants, pour les professions libérales, pour les artisans, pour les moyennes et petites entreprises qui risquent dans une région qui stagne ou qui se vide, de devoir fermer.

La sécurité dans l'emploi, voilà le but que nous atteindrons par une politique de gauche.

Sur le plan de NOTRE REGION, comme sur le plan national, il faut pour :

L'Agriculture

La parité, l'organisation des marchés, un statut de l'exploitation familiale, la garantie des prix.

La Pêche

L'aide de l'Etat, le soutien ferme des cours, l'organisation des circuits de distribution pour une meilleure rétribution des marins-pêcheurs.

La Promotion des Salariés

De meilleures conditions de salaires et de travail assurées par le plein emploi. Suppression des zones.

Les Artisans & Commerçants

Pour eux, la réforme d'une fiscalité archaïque s'impose, à seule fin qu'ils ne soient plus considérés comme des collecteurs d'impôts.

Les Petits Retraités & Anciens Combattants

Ces catégories de citoyens, trop souvent sacrifiées, devraient être l'objet de plus de sollicitude et de compréhension.

Les Ecoles

Constructions neuves, groupes scolaires avec internats. Démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur trop fermé aux classes modestes.

Pour une véritable politique du logement,

Pour une amélioration de l'équipement hospitalier,

Pour le développement du tourisme dans toutes ses formes,

Pas d'abstentions !

Pour une Politique de Progrès,

Soyez réalistes, Votez utile,

Votez **Pierre BOEDEC,**

Cultivateur

Conseiller Général, Maire de Bannalec

Suppléant éventuel :

Louis HUITRIC,

Cultivateur, Maire de Saint-Yvi

Vu : Le Candidat.

Impr. de l'*Echo Breton*. — Quimperlé